

#### DEPARTEMENT DE LA SARTHE

Arrondissement de Mamers

MAIRIE DE SAINT – ULPHACE 72320 10 rue d'Authon

Tél 02 43 93 27 06

# ARRÊTE DU MAIRE N°21-2024

Arrêté municipal permanent fixant les limites d'agglomération Sur les routes départementales D7, D94, D94bis

#### Le Maire de la commune de SAINT-ULPHACE,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2213.1;

Vu le code de la route, articles R 110.1, R 411.8 et R 411.25 à 28 et notamment ses articles R110-2 relatif à la définition de limite d'agglomération et R411-2 relatif à la compétence du maire ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication et des services – approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié ;

## ARRETE

### Article 1 - Les limites de l'agglomération de Saint-Ulphace, sont fixées ainsi :

Zone désignée	Voie	Repère géographique
Place de l'Elise	D94	48.159552, 0.815971
Route d'Authon	D7	48.160188, 0.819962
Grande Rue	D7	48.155737, 0.812988
Rue de Soizé	D94bis	48.157941, 0.821067

<u>Article 2</u> — Ces limites sont matérialisées sur place par l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération. Les limites prennent effet le jour de l'installation des panneaux.

<u>Article 3</u> – Le présent arrêté sera transcrit sur le registre des arrêtés ou sous forme électronique et affiché en mairie.

<u>Article 4</u> — Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

<u>Article 5</u> – Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui les concerne, le maire, le président du conseil départemental et la gendarmerie.

Fait en Mairie de Saint-Ulphace, Le 27/09/2024.

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cet acte Compte-tenu de sa publication du 27/09/2024 Le Maire, Monsieur GUERIN Thierr,

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours four excessive, privoi devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. La juridiction administrative compétente peut être saiste pai l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

